

« Il faut allier le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté » Antonio GRAMSCI

POUR UN GRAND MOUVEMENT DE LA PAIX



ÉDITO

« Dans l'âme des gens, les raisins de la colère gonflent et mûrissent, attendant les vendanges prochaines. »

John Steinbeck (1939)

Marche à la guerre et austérité sont les deux recettes par lesquelles la bourgeoisie mondialisée tente de résoudre la crise systémique du mode de production capitaliste-impérialiste actuelle. Elle n'a plus le choix : pour se sauver elle-même en tant que classe, elle est contrainte de repartir à la conquête des territoires et des marchés « perdus », par tous les moyens : guerre commerciale généralisée, multiplication des agressions militaires directes comme au Venezuela ou par proxys interposés comme en Palestine, au Congo ou en encore en Ukraine. Parallèlement, il lui faut augmenter l'exploitation de la force de travail, seule créatrice de valeur nouvelle. Alors, avec la complicité des dirigeants politiques à sa solde, elle précarise, elle délocalise, elle casse les systèmes de protection sociale. Et pour faire passer la pilule, elle trouve des prétextes : les pseudos-menaces russes, chinoises ou iraniennes, la dette publique, le chômage structurel, etc.

Cette longue descente aux enfers annoncée pour tous les peuples du monde ne pourra être enrayée que par une résistance acharnée. Et, de fait, partout dans le monde, cette résistance s'organise. Au Venezuela, le peuple organisé en communes se prépare à résister à l'offensive des USA. En Palestine, malgré les coups, la résistance tient, avec le soutien de l'ensemble des peuples du monde. Au Maroc, à Madagascar, au Népal, en Indonésie, aux Philippines, les peuples se battent contre le néocolonialisme et pour leurs droits sociaux. Cet élan de résistance s'étend jusqu'aux centres impérialistes.

En Italie, sous l'impulsion des dockers de Gênes, la population s'est enflammée. Aux USA, sept millions de travailleurs défilaient le 7 octobre contre la politique fasciste de Donald Trump.

La France n'est pas en reste. La crise du régime s'amplifie. Le mouvement du 10 septembre a donné le ton. Si, plus d'un mois plus tard, l'élan semble être retombé — en partie du fait de la « trahison » de l'intersyndicale et des organisations politiques réformistes — méfions-nous de l'eau qui dort : sous la surface, la colère bout. Les mobilisations locales et sectorielles se multiplient, de plus en plus radicales, de plus en plus politiques. Et si, tant du point de vue organisationnel que de celui d'une perspective politique révolutionnaire crédible, l'absence de direction politique claire est un véritable frein, peu à peu, des « convergences » théoriques et pratiques émergent, laissant entrevoir un mouvement de fond de structuration et de politisation du mouvement social général.

SOMMAIRE

p.1-2 : Édito / Le poème

p. 3-5 : Mouvement international pour la Paix : une nécessité - quel rôle pour les syndicats ?

p. 6-8 : Les difficultés du mouvement social aujourd'hui

p. 9 : Qu'est-ce « parler bien » au juste ?

p. 12-13 : Comprendre la guerre contre le Venezuela / 3 jours au Liban

p. 14-15 : Répression d'État à Córdoba en Argentine

p. 15-16 : à voir / à lire

ÉDITO

Et nos élites le savent. C'est pourquoi elles accélèrent le processus de fascisation de la société, dans lequel la promotion d'un discours raciste et islamophobe « décomplexé » tient une place de choix. Il s'agit pour la classe dominante — qui contrôle les médias mais également, indirectement, l'éducation publique de l'école à l'université — de couper les classes populaires « blanches », largement paupérisées, des classes populaires issues de l'immigration héritières de l'anti-impérialisme.

Face à ce clair-obscur, en tant que communistes, notre responsabilité est grande. Il s'agit d'une part, d'imposer clairement la construction du communisme comme seule perspective d'avenir pour l'ensemble des travailleurs, avec comme boussoles l'internationalisme, la lutte contre les guerres impé-

rialistes et néocoloniales, pour les droits sociaux et civiques, l'antiracisme et l'antifascisme. De l'autre, il s'agit d'œuvrer activement à l'unité organisationnelle de notre classe, en construisant un parti communiste capable d'assumer la direction politique de la révolution à venir mais aussi en renforçant la ligne de classe de nos organisations de masse en déclin, notamment la CGT. C'est la condition sine qua non de la construction d'un rapport de forces suffisant pour tout leur reprendre. Car, nous non plus, nous n'avons plus d'autre choix que la victoire ou la victoire.

LA SOIF DU POUVOIR

La soif du pouvoir exhalant la puanteur qui nous assaille de cette société.

La soif du pouvoir à tous les niveaux de certaines organisations.

Vivotant dans une civilisation occidentale qui n'est plus.

Déjà charogne tenant debout grâce aux fossoyeurs de l'humanité que sont les fascistes.

La soif du pouvoir qui assèche les cœurs.

Sur les rails blancs circulent les wagons plombés dans lesquels étouffent les consciences.

La soif du pouvoir

où se monnaie un soir

un strapontin à pourvoir

ne rime à rien.

Une lame corrompue par la solitude qui déchire l'espoir.

La soif du pouvoir est cette

faiblesse devant notre faim de liberté.

Lucien Frau

J'adhère à l'URC en renvoyant ce formulaire ou en flashant le qr code

Nom - Prénom :

Courriel :

Numéro de téléphone :

☐ Je souhaite adhérer

☐ Je souhaite simplement prendre contact



Bulletin à renvoyer à :

Union pour la reconstruction communiste (URC), BP 40137, 75863 PARIS CEDEX 18

MOUVEMENT INTERNATIONAL POUR LA PAIX : UNE NÉCESSITÉ QUEL RÔLE POUR LES SYNDICATS ?

Les tensions internationales, la dégradation rapide des conditions de vie des travailleurs, la propagande de guerre qui décide, au bon gré des milliardaires, qui est le mal absolu ou qui est un héros de la démocratie, l'instabilité politique où les gouvernements tombent en quelques heures... Les chiens de garde du capital rendent la situation actuelle difficile à lire. Plus que jamais, il nous faut analyser le pourquoi et le comment du développement de la crise que nous vivons.

Le libéralisme, enfant du capitalisme

Alors que les deux premières guerres mondiales ont consacré les États-Unis en tant que leaders impérialistes du capitalisme occidental, et que le démantèlement de l'URSS leur a permis de régner sans partage sur le monde, l'émergence d'un monde multipolaire redessine aujourd'hui la géopolitique.

Partout dans le monde occidental, le libéralisme à l'œuvre depuis les années 80 a permis aux milliardaires d'accumuler des richesses énormes au détriment des salaires et des conditions de vie des travailleurs, mais aussi du développement de nos moyens de production.

Le libéralisme produit la crise du capitalisme

Toujours à la recherche du profit immédiat, les capitalistes se gavent plutôt que d'investir dans l'avenir, ils rognent non seulement nos salaires, mais aussi sur le développement et la recherche. Délocalisant la production pour baisser les coûts, ils créent les conditions de la crise en appauvrissant les salariés.

Aussi, l'économie des États-Unis n'est plus la première économie du monde et l'économie occidentale se désindustrialise et s'enfonce dans la crise. Depuis juin 2024 en France, 444 annonces ont été recensées par la CGT, menaçant

plus de 300 000 emplois, et la hausse du chômage témoigne de la désindustrialisation massive. Face à cela, la République Populaire de Chine est passée du statut d'atelier du monde capitaliste à celui de première économie mondiale et la plus innovante.



Depuis les années 2000, les états d'Amérique latine s'émancipent du joug de l'impérialisme États-unien. Le néo-colonialisme de la Françafrique s'effrite et est démantelé par la prise du pouvoir par des mouvements patriotiques divers au Mali, au Burkina Faso, au Niger et plus récemment au Sénégal. Globalement, la constitution des BRICS (Brésil, Russie,

Inde, Chine et Afrique du Sud) en 2010-2011 et son élargissement aujourd'hui en BRICS + (où se sont rajoutés l'Iran, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Indonésie et l'Éthiopie) affirment avec force l'existence d'un monde multipolaire remettant en cause la domination impérialiste occidentale.

Le capitalisme répond à la crise par le fascisme et la guerre

Pour assurer la poursuite des politiques libérales, continuer de saigner leurs prolétariats et, dans le même temps, organiser leurs guerres impérialistes de rapine, les états bourgeois d'occident préparent le passage au fascisme.

La victoire de Trump aux élections américaines, pour la deuxième fois, l'illustre parfaitement. Et en France, la dialectique Macron-Lepen favorise et accélère la fascisation du monde médiatico-politique français, préparant l'arrivée au pouvoir du RN.

Pour défendre leurs intérêts et leur mainmise sur le monde, les impérialistes, et parmi eux la France, soutiennent l'immonde génocide du peuple palestinien par Israël, leur agent déstabilisateur au Moyen-Orient. Pour garantir les intérêts géostratégiques de son impérialisme, la France, par la voix de Macron, est prête à piétiner une fois de plus le droit à l'indépendance de la Kanaky.

Enfin, la France est aussi le valet des États-Unis, *via* son adhésion à l'OTAN, et a ainsi déployé 1 500 soldats français en Roumanie, à la frontière du conflit de l'Ukraine, alors que, dans le même temps, les États-Unis y réduisent leur présence militaire.

Au risque que résonnent à nouveau le bruit des bottes et le rugissement des canons

Alors que la Russie proposait en 2001 à l'Europe d'« *unir ses capacités au potentiel humain, territorial, naturel, économique, culturel et militaire de la Russie* », la politique va-t-en-guerre de l'OTAN et sa propagande la projettent comme une ennemie de toujours.

« Depuis 1945, la liberté n'a jamais été autant menacée, et jamais de façon aussi grave. [...] Pour être libre dans ce monde, il faut être craint. Et pour être craint, il faut être puissant. »

Emmanuel Macron, allocution aux armées ,
13 juillet 2025

Dans le contexte de cette crise générale du capitalisme et de l'impérialisme, les États-Unis et leur valets européens préparent la guerre. L'Union européenne augmente ses budgets militaires pour atteindre les 5% du PIB imposés par Trump. Si l'inflation des dépenses militaires sera uniquement profitable aux entreprises militaires américaines, elle s'accompagne d'une course à la guerre avec la Russie dans un premier temps et avec la Chine dans un deuxième temps. Les États-Unis nous poussent à la guerre sur le sol européen. Ayant affaibli alliés et ennemis, il pourra profiter de la reconstruction des deux côtés.

« Les armées doivent se tenir prêtes à un choc d'ici trois à quatre ans. »

Général Fabien Mandon, chef d'état-major des Armées,
22 octobre 2025

Une fois de plus, la logique mortifère des impérialistes, leur course aux armements, leur surenchère belliciste et leur militarisation des relations internationales menacent de précipiter l'humanité dans un conflit dont aucun peuple ne sortirait vainqueur : seuls les impérialistes, et parmi eux les marchands d'armes et les fascistes, fossoyeurs des libertés, y trouveront leur compte.

Dans ce contexte, la question de la paix est une nécessité absolue, une urgence vitale pour la survie de l'humanité et la préservation de notre planète. Notre réponse doit être celle d'un large front anti-



guerre, un mouvement international de la paix qui dépasse les frontières, comme la constitution du Mouvement de la Paix l'a été après la guerre en 1948.

Si cette nécessité de se battre pour la paix s'impose au prolétariat et à l'ensemble de ses organisations, le syndicalisme tient une place majeure dans ce combat et le syndicalisme *de lutte des classes* que représente la CGT doit, comme par le passé, en être le moteur.

D'abord, parce que la CGT peut permettre au prolétariat d'éviter l'union sacrée autour des intérêts des classes dominantes, comme ce fut le cas pour la Première Guerre Mondiale en 1914. Une des premières tâches de la propagande bourgeoise étant d'assurer l'adhésion de la masse à son projet de guerre.

Comme ils l'avaient déjà fait en leur temps pour la guerre d'Indochine en refusant de décharger du matériel militaire, les dockers CGT ont bloqué en juin 2025 à Fos-sur-Mer des conteneurs de composants militaires à destination d'Israël. De plus, comme cette lutte pour la paix doit s'étendre sur la planète, elle rencontre naturellement le champ du syndicalisme international.

Il ne fait aucun doute que nous n'avons rien à attendre de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) ou de la Confédération des Syndicats Internationale (CSI) qui ne sont que des constructions de l'impérialisme occidental contre la lutte des classes. Par contre les derniers événements, notamment le blocage des transits d'armes vers Israël dans les ports de Gênes, Livourne et Ravenne, illustre parfaitement ce que nous pouvons attendre du syndicalisme de lutte de la Fédération Syndicale Mondiale (FSM) et de sa détermination à lutter contre les sales guerres des impérialistes.

Pour conclure, il nous faut lutter contre la fascisation et la course à la guerre, et cette lutte doit se retrouver dans nos engagements syndicaux. Aussi, le syndicalisme doit lutter contre ces deux ennemis mortels, le fascisme et la guerre, pour préserver la vie des travailleurs et le cadre démocratique de la lutte.

Vive le mouvement de lutte contre la guerre
et le fascisme !

Vivent les combattants de la paix
et de la liberté !



MANIFESTATION CONTRE LA GUERRE IMPÉRIALISTE : 11 NOVEMBRE 14H GARE RER DE PORT ROYAL

Ce 11 novembre 2025 ne sera pas un jour de commémoration. Ce sera, pour les travailleurs, un jour de lutte contre ceux qui fomentent aujourd'hui la guerre et augmentent les budgets militaires pour sauver leurs profits, au détriment des budgets sociaux et des intérêts de tous les travailleurs !

Ce 11 novembre 2025, nous serons dans la rue pour clamer haut et fort que nous refusons de sacrifier notre jeunesse pour les intérêts du Capital.

Non à leurs guerres ! Non à l'aus-térité ! Sortons de l'OTAN !



SIGNEZ LA PÉTITION !

ENTRE VOLONTÉ D'EN DÉCOUDRE ET ATTENTISME : LES DIFFICULTÉS DU MOUVEMENT SOCIAL AUJOURD'HUI

Voilà des années que la « rentrée sociale » après les congés d'été n'avait été marquée par des mobilisations sociales aussi importantes, avec en 3 semaines, les grèves et manifestations réussies du 10 septembre, puis du 18 septembre (qui renouait avec les grandes dates de 2023), enfin à un degré moindre, du 2 octobre. Celui qui a mis pour ainsi dire le feu aux poudres, c'est Bayrou quand il a présenté le 15 juillet son plan pluriannuel pour « rééquilibrer les comptes publics » avec l'objectif de réaliser 43,8 milliards d'économies, et avec ces quelques annonces choc comme la suppression de 2 jours fériés, une année 2026 « blanche » pour les prestations sociales et les retraites, ou encore un « effort » de 5 milliards d'euros sur les dépenses de santé.

C'est dans ce contexte qu'a explosé au grand jour un mouvement né d'abord sur les réseaux sociaux appelant à une journée de blocage généralisé contre le projet de budget Bayrou le 10 septembre. Alimentant tout le mois d'août la chronique politique, le mouvement était soutenu par 63% des Français (enquête d'Harris Interactive pour RTL – 22 août 2025), montrant une véritable colère populaire, forçant toutes les forces politiques et syndicales à se positionner.

La CGT, en dépit de l'appel lancé relativement tôt par certaines de ses structures plus clairvoyantes, a tardé à se prononcer, sous prétexte — comme à l'époque des Gilets Jaunes — d'éléments d'extrême-droite parmi les soutiens initiaux du mouvement, ou de mots d'ordre considérés comme « peu clairs », et fondamentalement, parce que la direction Binet est empêtrée dans une conception dite du « syndicalisme rassemblé » qui la pousse à discuter toujours préalablement avec la CFDT avant d'agir. Le PCF était empêtré dans les mêmes hésitations, ajoutant à la panoplie des prétextes le fait que LFI — qualifiée de « populiste » — avait assez rapidement appelé au 10 septembre.

Ce qu'est et ce que signifie le mouvement « Bloquons Tout »

Fin août, une enquête de la Fondation Jean Jaurès a montré qui étaient les participants qui se réunissaient en assemblées générales de plus en plus fournies pour préparer le 10 septembre : loin des peurs agitées par certains au PCF ou à la CGT, loin aussi des profils hétérogènes des Gilets Jaunes de 2018, il s'agissait ici en 2025 plutôt de personnes qui se reconnaissent dans la « gauche radicale », surtout des jeunes, appartenant à des catégories socio-professionnelles plus diplômées, avec une



forte présence dans les villes moyennes.

Ce profil-type est au fond le profil d'un secteur de la population qui est peu ou pas syndiquée, c'est-à-dire peu ou pas encadrée par les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier. Pour rappel, le taux de syndicalisation chez les moins de 30 ans n'est que de 2,7% : d'une part bien sûr parce qu'on rentre de plus en plus tard sur le marché du travail, mais surtout car l'accès à la stabilité qu'offre un CDI est tardive ; d'autre part l'éclatement des collectifs de travail avec la diminution des grosses concentrations de salariés (seuls 30% des salariés travaillent dans des grandes entreprises) rend plus difficile la socialisation par le syndicalisme d'entreprise.

Enfin, la bureaucratisation des organisations syndicales, y compris de la CGT, qui est un phénomène lié à la « professionnalisation » de délégués en nombre réduit qui se coupent de leur base, doublé du développement du réformisme qui pousse à ne revendiquer que « l'acceptable » et à ne s'intéresser qu'aux couches les plus stables du salariat, tout cela pousse et poussera demain encore au développement de mouvements sociaux hors du cadre syndical, poussés notamment par la jeunesse.



La France finalement, avec le mouvement « Bloquons tout » qui continue à perdurer 2 mois après, en se réinventant et en se coordonnant à l'échelle du territoire national, connaît en quelque sorte son mouvement « Gen Z », comme au Maroc, comme à Madagascar, comme en Indonésie avant ; et il n'est pas innocent que le drapeau pirate de One Piece — symbole contestataire depuis cet été de la « Génération Z » (les 18-30 ans) — ait fait son apparition dans les manifestations en France. Les révolutionnaires communistes doivent tenir compte de cette donne et toujours travailler à unir les segments de la classe travailleuse et de la jeunesse qui parfois se tournent le dos.

Quand l'intersyndicale entre en guerre... l'arme au pied, et les yeux braqués sur le Parlement

Quand la CGT, poussée donc pas sa base, a fini le 27 août à appeler au 10 septembre, cela lui a donné une autre dimension, même si dans nombre d'endroits

en France, cette CGT n'a fait qu'accompagner le mouvement, sans véritablement mobiliser.... puisqu'il s'agissait déjà de préparer la « mobilisation intersyndicale » du 18 septembre, annoncée dès le 3 septembre (!), ce qui a poussé des équipes militantes à faire le choix du 18 au détriment du 10. Par ailleurs, la force du 10 septembre était déjà un peu émoussée par le refus majoritaire de l'Assemblée nationale, le 8 septembre, d'accorder la « confiance » à François Bayrou, ce qui signifiait le renversement du gouvernement et donc la démission du 1^{er} ministre. Objectivement, il s'agissait là, avec cette chute de Bayrou, d'une première victoire à inscrire aux résultats de la mobilisation montante autour du 10 septembre, mais une « victoire » qu'il faut analyser dialectiquement comme un cadeau offert par Macron aux manifestants pour mieux préparer la séquence politique suivante : celle à laquelle nous assistons, à savoir l'alliance du macronisme et de la social-démocratie, l'alliance Lecornu-Faure.

En effet, Bayrou était allé trop loin (exemple des 2 jours fériés en moins qui avaient cristallisé la colère), il était lui-même fortement décrédibilisé (affaire Betharam), il fallait le sacrifier, ce qui était acté dès le 25 août et l'annonce du vote de confiance, qui paraissait suicidaire aux yeux de tous les observateurs... mais c'était pour mieux préparer Lecornu et sa volonté de bâtir une « grande coalition » centrale : Macron n'a pas changé son objectif depuis la dissolution de juin 2024, à savoir briser la coalition de gauche (NFP) et finir par contraindre le PS à être à nouveau « raisonnable » et à s'entendre, non pas avec LFI, mais avec les macronistes.

Le 18 survient dans ce contexte « d'entre-deux » : un Lecornu 1^{er} Ministre qui cherchait à composer son gouvernement. Le 18 a été une grosse réussite, cette journée était l'expression d'une colère généralisée, d'une volonté de ne pas se contenter de la démission de Bayrou mais de gagner sur le budget... tout en étant dans le même temps limitée par le cadre de l'appel qui s'annonçait davantage comme un « coup de semonce » sans suite, ce qui sera confirmé par le pétard mouillé de « l'ultimatum » lancé par l'intersyndicale, lequel se traduira par la perte d'une semaine avant d'annoncer finalement le 24 septembre au soir une nouvelle journée d'action le 02 octobre, perçue comme une « grève saute-mouton » sans aucune stratégie de lutte.

[suite p. 8 =>]

[suite de la p. 7]

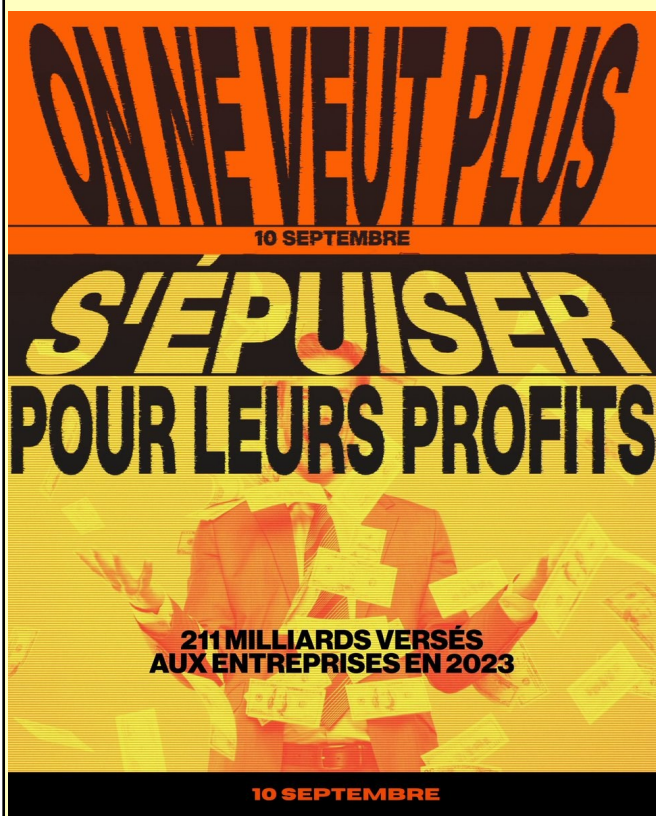
Un bilan de « On ne veut plus »

Né autour de l'engouement de l'appel à la mobilisation du 10 septembre contre le budget Bayrou, *On ne veut plus* a adopté pour devise une phrase de Lénine : « *En haut ils ne peuvent plus, en bas ils ne veulent plus* ».

Pour impulser des mots d'ordre ancrés dans la lutte des classes, la force d'ONVP a été sa stratégie de communication réactive et participative : kits militants pour les collectifs locaux, générateur de visuels et chaîne YouTube où ont pu s'exprimer des figures du syndicalisme de classe dont Jean-Paul Delescaut, secrétaire de l'UD CGT 59.

ONVP a été conçu comme un espace d'organisation entre anciens et nouveaux militants en quête d'alternative face à la social-démocratie et aux lubies libertaires et antisyndicales. Cependant, l'essoufflement rapide du mouvement social, pris en tenaille entre les diversions du macronisme et les hésitations de l'intersyndicale, n'a pas permis à ONVP de se confronter à la pratique réelle d'une mobilisation de longue haleine. Mais le canal Telegram perdure, où se coordonne encore, dans certaines villes, des militants, parfois primo-militants, qui cherchent un débouché plus « à gauche » aux AG Indignons-Nous /Bloquons tout.

Cela illustre l'urgence de reconstruire un parti communiste digne de ce nom, pour organiser la colère populaire, renforcer le syndicalisme de classe et incarner une véritable rupture révolutionnaire.



L'attentisme au service du macronisme

Si l'intersyndicale, menée par la CFDT, devait tout de même donner le change après un 18 septembre réussi, il était clair qu'elle était dans la stratégie de canaliser la colère populaire qui s'était exprimée depuis l'été en reprenant la main et de gagner des concessions limitées par la négociation, ce qu'a montré la séquence politique au lendemain de ce 2 octobre en demi-teinte.

Le 5 octobre, Lecornu 1 a enfin un gouvernement nommé ; le 6, il démissionne, face à l'intransigeance de Retailleau mais reste « missionné » afin de trouver une ultime solution qui éviterait une dissolution. Dès lors, la stratégie macroniste peut se déployer : le 10 Lecornu 2 est renommé, le 12 il a un gouvernement, le 14 il fait sa déclaration de politique générale devant le Parlement, dans laquelle il annonce une « suspension » de la réforme des retraites, le 16 octobre il fait face à une motion de censure qui n'est pas votée par le PS qui lui sauve la mise.

La CFDT est sur la même longueur d'onde que le PS. Elle crie « victoire » à ce jeu de dupe qu'est la soi-disant « suspension » de la réforme des retraites qui n'est qu'un décalage d'un an de son application ; et au nom de cela, elle enterre toute poursuite de mobilisation contre un budget de régression généralisée. La direction Binet de la CGT râle, mais suit, refusant de s'extraire de la stratégie mortifère visant à suivre la CFDT, c'est-à-dire in fine le PS et sa stratégie de négociations budgétaires avec Lecornu.

Le 6 novembre n'a été appelé que par les organisations de retraités, rejoints toutefois par certains secteurs combatifs de la CGT, à l'image de la FNIC-CGT, Fédération de la Chimie, qui a lancé un appel, dès le 17 octobre, à se saisir de cette date du 6 novembre comme point d'appui pour tenter de poursuivre une mobilisation pourtant nécessaire et vitale ! Dans leur appel, ils pointaient notamment la nécessité de combattre pour la remise en cause globale de la réforme des retraites et pour le retour à la retraite à 60 ans. Nos adversaires sont fébriles ! C'est le moment d'entrer dans l'action, avec tout notre cahier revendicatif. Heureusement que des secteurs ouvriers d'avant-garde continuent à nous montrer la voie !

À nous de renforcer ces secteurs combatifs et de porter, patiemment, l'ensemble de notre classe à la hauteur des besoins de l'époque.

QU'EST-CE QUE « PARLER BIEN », AU JUSTE ?

L'autre jour une collègue française m'a demandé quelque chose. Dès que j'ai répondu, elle a commencé à imiter mon accent. Je lui ai demandé d'arrêter, mais elle a continué en riant. Après elle a compris et elle était désolée.

Voici quelques idées simples de mon point de vue, et pourquoi un acte comme celui-ci, même sans intention raciste, peut devenir raciste :

Mon accent est la marque de ma classe sociale et de mon origine. Dans une société capitaliste, la langue « standard » ou « correcte » est imposée par la classe dominante. Les personnes qui parlent avec un accent étranger ou populaire sont souvent stigmatisées : on les juge « incorrectes », « incultes » ou « comiques ».

Mais ... Qu'est-ce que « parler bien », au juste ? N'est-ce pas simplement parler comme la bourgeoisie ? Imiter de façon caricaturale un accent non dominant participe à cette hégémonie linguistique : elle renforce l'idée que seule une manière de parler est légitime.

Aussi nos accents sont souvent liés à des groupes racisés ou à des classes laborieuses, dont le travail est exploité mais rendu invisible. Dans notre contexte matériel, marqué par l'exploitation, la précarité et le racisme structurel,

se moquer d'un accent, c'est détourner l'attention de cette réalité pour en faire un spectacle.

Je pense que nous ne devrions jamais avoir honte de notre accent. Personnellement, j'adore

le mien ! Il porte mon histoire, ma culture, ma résistance.

Mais nous devons faire attention car se moquer des accents est un outil idéologique. Cela divise les classes populaires : entre accents régionaux ou nationales et accents d'origine migrante, entre urbain et rural, etc.

Cette division em-

pêche justement l'émergence d'une conscience de classe commune, indispensable pour lutter contre la bourgeoisie et le capitalisme.

En conclusion, imiter de façon caricaturale l'accent d'une personne n'est pas un simple « jeu ». C'est un acte qui reproduit les rapports de domination de classe et, très souvent, leurs intersections avec le racisme.

C'est une violence symbolique qui légitime l'ordre social capitaliste en dévalorisant les modes d'expression des dominés.

Camila



Maria Burgaz , Words Don't Come Easy (2022)



1^{ère} édition - Internationalistes pour la Paix, un stand remarqué à l'Huma !

L'URC s'était lancé un défi, être présente sur la fête de l'Huma moins d'un an après son congrès de création. Et c'est chose faite puisqu'aux côtés de trois autres organisations (Dynamique Unitaire Panafricaine, Solidarité Indonésienne et Union pour la Pales-

tine Marseille), notre stand « Internationalistes pour la Paix » était bien présent à la croisée de la rue Che Guevara et de la place Salvador Allende, emplacement rêvé... et nous étions aussi sur le stand de Paris 16 !

Les six premiers jours de montage ont été l'occasion pour les membres des sections et des différentes organisations de se rencontrer, de travailler ensemble mais surtout de tisser des liens forts. De même nous avons pu apprécier la solidarité entre monteurs de différents stands tout au long de la fête et bénéficier de l'aide de plusieurs organisations. On ne peut pas vous cacher que les spécialités indonésiennes confectionnées avec soin par nos camarades de SI ont largement contribué au bon moral des équipes !

Après quelques hésitations d'aménagement, un gros travail



pour implanter l'électricité et l'eau, rendre notre stand accueillant et à nos couleurs, c'est avec beaucoup d'énergie déployée que nous étions enfin prêts pour accueillir le public les trois jours de la fête.

Au même titre que notre stand, notre programmation était ambitieuse avec quatre débats alliant analyses internationales et états des lieux des forces progressistes et de jeunesse ici en France. Plus d'une dizaine de cartes blanches ont permis à des figures politiques, militantes et autres camarades engagés pour la paix de présenter leurs analyses, de l'Amérique latine au Moyen-Orient, de l'Asie à l'Europe.

Nous remercions encore nos camarades Isabelle DESMERO et la joyeuse clique de LYNETTE pour les concerts et interventions politiques piquantes, et nous n'oublions pas de remercier les deux DJs « Dodo » et Thibault pour l'animation et la réussite de nos soirées !

Bilan du stand : les quatre organisations investies pour cette édition sont absolument ravies de leur participation et sont prêtes à revenir l'année prochaine ! Notre stand a permis de nombreuses rencontres et des échanges prometteurs pour notre développement, et déjà des engagements à nous soutenir pour l'année prochaine ont été entendus ! L'envie de pousser les murs du stand est déjà bien là, pour accueillir toujours plus de débats et d'animations, et assurer plus de confort à chaque organisation.

Alors nous vous invitons, chères et chers militantes et militants de l'URC ou futur-es militant-es, à réserver les 11, 12 et 13 septembre 2026. Il se dit que les « Internationalistes pour la Paix » ont bien envie de retourner à l'Huma !

Solidarité Cuba : à bas le blocus, à bas l'impérialisme étasunien



L'URC Nord était présente le samedi 25 octobre 2025 au rassemblement organisé par l'association France-Cuba Lille Métropole pour dénoncer le blocus criminel imposé depuis 60 ans par les impérialistes yankees.

Nous étions une dizaine de militants communistes sur place et avons pris la parole pour réaffirmer notre soutien à Cuba socialiste, assiégée mais toujours debout, survivante du camp socialiste qui continue à défendre le communisme comme avenir révolutionnaire pour l'Humanité. Nous avons également profité de l'occasion pour réaffirmer notre solidarité avec la Révolution bolivarienne au Venezuela, aujourd'hui menacée par les criminels de guerre étasunien.

À l'heure où la bourgeoisie française coupe toujours plus dans les budgets de la santé, de l'éducation, des services publics, pour financer ses futures guerres impérialistes, la solidarité de classe entre les prolétaires de tous les pays et les peuples opprimés est une nécessité.

Hasta la victoria siempre !

Section Alsace

Encore deux mois bien chargés : outre les **commémorations** (assassinat d'Alende, massacre du 17 octobre 1961) et les manifs de soutien à la **lutte du peuple palestinien**, nous sommes engagés dans :

- des **tournois de foot dans des quartiers populaires** pour la défense de la Palestine, avec la LJR,
- des collages et tractages pour le **10 septembre** et pour le 11 novembre (**campagne pour la Paix**),
- une prise de parole de **soutien au Venezuela**, le **soutien aux étudiants** en lutte pour la Palestine (menacés de sanctions à l'université, pour leur opposition à la collaboration de Sciences Po avec l'état génocidaire d'Israël),
- une réunion publique en inter-orgas **contre la loi Fin de vie** (merci Léo !),
- la participation à "**Strasbourg c'est nous**", plateforme inter-orga de réflexion et d'organisation pour les municipales, qui évolue en constitution de liste pour ces élections.



En Île-de-France, la mobilisation ne faiblira pas !



Participation active aux **journées de grève et de blocage des 10 et 18 septembre** et aux divers appels pour soutenir la **Résistance palestinienne** mais aussi l'ensemble des peuples en lutte, **hommage aux victimes du massacre des Algériens** le 17 octobre 1961 à Paris, mobilisation **contre la tenue d'un forum pour l'emploi pour recruter dans l'Armée de terre** à la Mairie du 15^e, séance de **formation du Cercle Manouchian sur le fascisme et la fascisation**, lancement du **bulletin mensuel En avant !**, collages et tractages pour la **Marche pour la paix du 11 novembre**, réunion publique sur « **Les travailleurs contre la guerre** » en présence de nombreux syndicalistes révolutionnaires le 8 octobre, etc. : ces deux derniers mois, l'activité de l'URC contre les guerres impérialistes, la fascisation et la casse sociale n'a pas faibli en IDF, les adhésions se poursuivent et les liens avec les organisations amies se renforcent !

La victoire ou la victoire !

URC Puy-de-Dôme : créer des espaces de débat politique et unir tous ceux qui ont intérêt à la chute du capitalisme

Depuis plusieurs mois, avec l'aide de nos camarades du Puy-de-Dôme, un **collectif citoyen** a vu le jour à Ambert. Créé à l'origine pour lutter contre la mise en place de l'accord de libre-échange avec le Mercosur, il a pris en charge la mobilisation du 10 septembre dans la région.

Résultat ? Plus d'une centaine de participants et la mise en place d'un **rendez-vous tous les samedis**, dans le but d'initier entre les habitants des villages alentours, des **échanges et des débats sur des sujets de fond** tels que la démocratie, le droit à une alimentation de qualité ou encore l'état de l'agriculture en France.

Parce que **faire peuple commence déjà par se parler**, nous saluons cette initiative plus que bienvenue !

CERCLE MANOUCHIAN :
« **SANS THÉORIE RÉVOLUTIONNAIRE,**
PAS DE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE »

Comme chaque année, le Cercle Manouchian organise son cycle de formation sur le marxisme. Libre d'accès et basé sur une méthode participative, il permet de mieux comprendre les mécanismes fondamentaux de la lutte des classes.

Organisé à Paris, Lille, Strasbourg et Marseille, sur plusieurs séances, il vise à permettre la réappropriation des outils proposés par la littérature marxiste, afin de mener des combats efficaces contre la classe dominante.

Pour vous inscrire, rendez-vous sur <https://urcommuniste.fr/cercle-manouchian/> !

COMPRENDRE LA GUERRE CONTRE LE VENEZUELA



Il existe un document qui donne le ton. Il a été rédigé en 2016 par l'US Southern Command : « *Operation Venezuela Freedom 2* ». Ce commandement, composé de plus de 1 300 militaires, définit la stratégie des États-Unis en Amérique latine.

Le document échafaude une stratégie d'encerclement et d'asphyxie du peuple et du gouvernement vénézuéliens qui aboutirait au renversement de la République bolivarienne.

La spécificité des actions figurant sur ce rapport est particulièrement révélatrice. Divisé en deux sections : une phase préparatoire qui rendrait possible le renversement du gouvernement et une autre de concrétisation, de domination et de reconstruction sous la direction des États-Unis.

Le document insiste fortement sur le fait que la réalisation des objectifs fixés dépend, en grande partie, d'une campagne médiatique internationale efficace permettant d'installer dans l'opinion publique « *une image autoritaire, despotique et nuisible du gouvernement de Maduro.* »

À partir de 2019, la situation s'est aggravée au Venezuela. Aux sanctions économiques sont venus se greffer les actions terroristes et les sabotages. Avec le blocus, les États-Unis avaient organisé la pénurie de biens de première nécessité afin de déclencher le mécontentement populaire, des révoltes et des affrontements. Parallèlement, Washington finançait, par le biais de **la NED et l'USAID** (1), des ONG avec des centaines de milliers de dollars pour la prétendue « défense des Droits de l'homme et de la Démocratie ».

Aujourd'hui, les États-Unis lancent des accusations infondées contre le peuple vénézuélien, tentant d'associer le président Nicolás Maduro au trafic de drogues. Dépourvues de toute preuve, elles s'inscrivent dans une campagne de criminalisation visant à justifier l'intervention militaire, tout en menaçant les peuples du monde qui défendent leur souveraineté. Cette stratégie vient encore de se manifester par des menaces similaires proférées à l'encontre du président colombien, révélant une fois encore la volonté d'ingérence et de déstabilisation de l'impérialisme étatsunien.

Trump déploie son armada dans les Caraïbes, autorise la CIA à mener des actions terroristes, tandis que l'Union européenne applaudit avec enthousiasme l'attribution du prix Nobel de la Paix (*sic*) à Maria Corina Machado, figure de proue de l'oligarchie et de l'extrême-droite vénézuélienne.

Cette guerre sournoise contre le Venezuela est d'une importance capitale. Cela fait 26 ans que l'impérialisme étatsunien et l'UE tentent de faire échouer le processus mis en place depuis l'arrivée au pouvoir

(1) « La CIA, centrale de renseignements et de subversion US ne peut subventionner directement des organisations ou programmes, qui doivent paraître nationaux et libres sous peine d'être discrédités. Elle doit donc, autant que possible, avoir recours à des relais, comme la **NED** (National Endowment for Democracy), qui n'est pas une agence privée, mais une agence gouvernementale US. Son argent provient du Département d'Etat, lequel est une branche de la présidence chargée de la politique étrangère, tout comme la CIA. Son budget est voté par le congrès des USA dans le cadre de l'argent versé à l'US Agency for International Development (**USAID**). Au Congrès, Républicains et Démocrates sont en phase pour ce qui concerne les activités de la CIA. Le gouvernement décide, les sénateurs (toutes tendances confondues) votent, des sociétés paravents encaissent et redistribuent ».

Maxime VIVAS, *Ouighours, pour en finir avec les « fake news »*, p. 52, éditions la Route de la soie

[suite de la p.12]

de Hugo Chávez, processus aujourd'hui poursuivi par le président Nicolás Maduro après une victoire politique et électorale retentissante. Le Venezuela possède les plus grandes réserves de pétrole au monde et, quoi qu'on en dise, ce produit restera essentiel au système productif international au cours des prochaines décennies.

Pour les États-Unis et ses vassaux européens, il est tout simplement insupportable que le pétrole vénézuélien, le gaz, l'eau et d'autres minerais stratégiques dont le pays regorge, soient contrôlés par un gouvernement souverain, antifasciste et anti-impérialiste.



Mais le Venezuela est une nation forte et résistante.

Nicolás Maduro déclarait en septembre dernier :

“Si le Venezuela était attaqué, nous déclarerions la lutte armée et la République en armes.”

André Fadda, Commission Amérique latine

3 JOURS AU LIBAN

À l'invitation de Georges Ibrahim Abdallah, des délégations se sont retrouvées à Beyrouth les 24, 25 et 26 octobre derniers pour « le Congrès de la résistance » et l'URC y participait.

C'était un moment attendu. 3 mois après sa libération, et coïncidant avec l'anniversaire de son arrestation 41 ans plus tôt.



Nous sommes donc partis pour 3 jours de découvertes, de rencontres et d'échanges. Nous ? Délégations venues de France, Belgique, Grande Bretagne, Turquie... En tout environ 80 personnes au plus fort moment.

Le symposium, point d'orgue des 3 jours, fut empli d'interventions riches. Georges intervient dans les premiers : c'est bien sûr l'intervention la plus attendue. Elle renvoie à l'humain et ces enfants marqués par la guerre quand elle ne les a pas tués, elle renvoie à la lutte et à notre devoir d'internationalistes pour la paix. Une paix juste pour qu'elle soit durable, une paix qui suppose la décolonisation et le libre choix des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Le Liban est un pays qui vit non seulement avec les cicatrices encore fraîches de la guerre, mais celle-ci n'a pas cessé.



Aujourd'hui encore et en dépit de cessez le feu signé le 27 novembre 2024, Israël occupe le sud du pays, des drones sillonnent le ciel de tout le pays du Nord au Sud et des tirs d'artil-

lerie continuent de tuer.

De toutes les prises de paroles, en particulier libanaises, si on ne devait retenir qu'une chose, ce serait celle-ci : **la résistance libanaise, laïque ou religieuse, est profondément unie dans sa diversité et dans son combat, Palestine et Liban sont indissociables.**

Tahia Palestine !



À lire aussi sur notre site :

« ALERTE MAXIMALE ! DÉFENDRE LE VENEZUELA EST UN DEVOIR »

RÉPRESSION D'ÉTAT À CÓRDOBA EN ARGENTINE : CRIMINALISATION DE LA LUTTE OUVRIÈRE ET NÉCESSITÉ DE L'UNITÉ DE CLASSE

Le 28 août 2025, une manifestation pacifique organisée devant le Secrétariat des Politiques Sociales de la Municipalité de Córdoba a été violemment réprimée par les forces de l'ordre. Quinze travailleurs et travailleuses ont été arrêtés et amenés dans une prison de haute sécurité, plusieurs d'entre eux ont été gravement blessés, dont Federico Giuliani, secrétaire général de l'Association des travailleurs de l'État (ATE) et de la CTA Autónoma de Córdoba, qui a eu le bras fracturé. Face à cette agression, Giuliani a déposé une plainte devant le Bureau du procureur pour dénoncer la « persécution politique et judiciaire » orchestrée par les autorités provinciales.

Devant les tribunaux, Giuliani a affirmé avec force : « *Nous étions moralement et politiquement tenus de porter plainte. Il est très inquiétant qu'une mobilisation pacifique conduite à 15 arrestations. Nous n'aurions jamais dû passer ne serait-ce qu'une minute dans un système carcéral qui viole les droits humains et perpétue des pratiques héritées de la dictature.* » Ces propos ne relèvent pas seulement de la juste indignation contre un abus de justice, mais ils révèlent la nature profonde de l'État bourgeois, qui, malgré un vernis « démocratique », continue d'être un instrument de domination de classe.

Les événements du 28 août ne sont malheureusement pas isolés. Ils s'inscrivent dans une offensive systématique menée depuis plus de deux ans contre les organisations ouvrières et populaires de Córdoba et d'ailleurs. La fabrication d'accusations judiciaires contre des délégués syndicaux, des manifestants et des militants, est une tactique classique de l'État capitaliste pour neutraliser l'action de classe et dissuader toute forme de résistance collective. L'appareil répressif de Córdoba criminalise la pauvreté, la jeunesse, et les mobilisations sociales, et tire à vue dans les quartiers populaires.



Libération des camarades grâce à l'unité intersyndicale de classe

Face à cette répression, la solidarité ouvrière s'est manifestée avec force et vigueur. La libération des camarades arrêtés est devenue le mot d'ordre qui a permis de fédérer bien sûr ATE, la CTA Autónoma, la CTA Nationale, mais aussi le Colegio de Abogados (le syndicat d'avocats), la Mesa de Trabajo por los Derechos Humanos (organisation de défense des droits de l'homme), ainsi que d'autres syndicats de base et mouvements populaires de toute l'Argentine. Le jour de l'arrestation, le secrétaire national d'ATE Córdoba a annoncé qu'il y aurait une grève générale dans tout le pays et des coupures de routes, si Giuliani n'était pas libéré. Cette convergence intersyndicale constitue la réponse politique à la stratégie de division imposée par l'État bourgeois.

En exigeant ensemble la vérité, la justice et la fin de la criminalisation des militants, ces organisations posent les fondations d'un front ouvrier unifié, capable non seulement de défendre

[suite de la p.14]

ses membres persécutés, mais aussi de lutter collectivement contre les politiques anti-ouvrières.



Pour une justice de classe, pas une justice de classe dominante

Giuliani a conclu en rappelant que « *revendiquer et manifester ne sont pas des délits, mais des droits* ».

Ce principe fondamental, bafoué quotidiennement par les institutions bourgeoises, doit être réaffirmé avec force par l'ensemble du mouvement ouvrier.

ATE Córdoba et la CTA Autónoma ont rappelé leur engagement en faveur « *des droits humains, de la liberté syndicale et de la justice sociale* », et exigent une enquête transparente sur les faits du 28 août, afin d'établir la vérité et de rendre justice toutes les personnes arrêtées et agressées.

Tant que le capitalisme existera, l'État continuera d'utiliser la police, la justice et les prisons pour protéger la propriété privée et réprimer ceux qui osent la contester.

La seule réponse à cette violence institutionnelle réside dans l'unité et la discipline de la classe ouvrière organisée, hommes et femmes, dans une perspective révolutionnaire.

« Horizons » de Robert Menegoz, Marc Maurette et Henri Aisner

Docu-Fiction, 1952

En 1953, la CGT réalise « Horizons », un film présentant les positions de la CGT et le rôle qu'elle entend jouer dans l'histoire sociale. Il sera projeté la veille du XXIX^{ème} Congrès dans un contexte très tendu. En effet, pour museler la lutte de la CGT contre la guerre d'Indochine et pour les conditions de travail et de rémunération, la justice bourgeoise de l'époque avait monté une procédure à partir d'un soi-disant « complot contre la sûreté extérieure de l'État » pour pouvoir poursuivre les cadres et dirigeant du PCF et de la CGT. La justice aux ordres ne pourra pas cependant aller beaucoup plus loin que l'incarcération en préventive des prévenus.



Loin d'en être affaiblie, la CGT réaffirme son discours de classe, comme elle le fait dans « Horizons ». Au travers le récit des grandes grèves de 1936, par un des participants de l'époque, le film relate au passage les plus belles pages de l'histoire ouvrière : les Canuts, la Commune, la création de la CGT, 1906, 1934, 1935 (banderoles contre les décrets-lois), la mobilisation de 1936.

Le film nous replace dans un discours de lutte et d'optimisme révolutionnaire qui nous manque aujourd'hui. Dénonçant l'oisiveté et la gabegie des milliardaires sur le dos des travailleurs et des travailleuses, il replace nos ennemis de classe au centre du discours "classe contre classe". La CGT y réaffirme son engagement dans la « bataille de la paix » et contre les appétits impérialistes.

On ressort vivifié de la vision de ce film qui nous montre une CGT offensive et claire dans son discours.

À voir sur

<https://www.cinearchives.org/Films-447-196-0-0.html>



Friedrich Engels, *La guerre des paysans en Allemagne*

L'année 2025 marque les 500 ans de la guerre des paysans, ce soulèvement qui embrasa une grande partie de l'Allemagne, alors surtout dans le Saint Empire Romain Germanique mais plus largement dans l'ensemble du monde germanique.

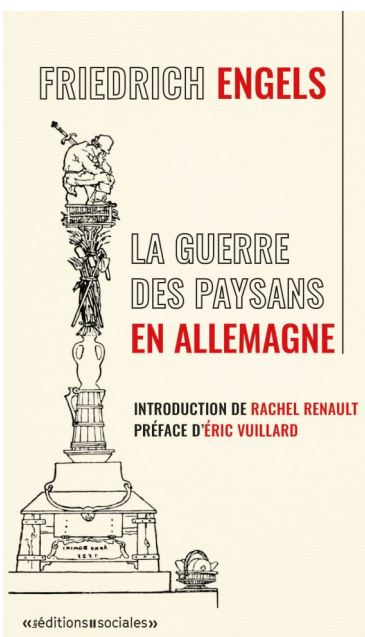
En Alsace aussi, le soulèvement paysan fut massif et eut des conséquences sur l'histoire de la région. Analysé par Engels comme une révolte d'ampleur aux raisons à la fois sociales, économiques et religieuses, ce fut l'occasion pour lui, au lendemain de l'échec de la révolution de 1848, d'inscrire l'Allemagne dans un passé fait aussi de traditions révolutionnaires.

Car c'est dans le contexte des suites de la Réforme et de nombreuses révoltes paysannes dans les décennies précédentes que s'inscrit cette guerre des paysans. Comme l'analyse Engels, la révolte prend des formes religieuses et exprime ses revendications dans le langage d'une Réforme qu'on ne dit pas encore "protestante" : ce langage sert toutefois des revendications sociales radicales, un égalitarisme communautaire et paysan pour établir le royaume de Dieu sur Terre sans attendre le jugement dernier, à l'image des prêches d'un Thomas Münzer. L'Église et les Princes, ralliés par les réformateurs modérés (dont Luther) firent écraser ces révoltes dans le sang (on estime aujourd'hui le nombre de paysans massacrés à environ 100 000).

Cette réédition est accompagnée d'une introduction éclairante de l'historienne Rachel Renault, spécialiste du Saint Empire, qui fait le point sur l'historiographie

et les apports les plus récents de la recherche sur cet épisode historique. La préface de l'écrivain Éric Vuillard rend hommage au texte de Friedrich Engels, à sa force narrative et son analyse qui n'ont rien perdu de leur actualité, même actualisées.

Réédition de 2021 aux Éditions Sociales avec une introduction de Rachel Renault et une préface d'Éric Vuillard (15 €)



Madeleine, Résistante (Bertail-Morvan/Riffaud)

Le parcours de Madeleine Riffaud, résistante, journaliste et poétesse qui nous a quittés il y a un an à l'âge de 100 ans, en quatre albums dont le dernier tome sort ces jours-ci.

On suit à travers ces quatre volets la vie puis l'engagement de Madeleine Riffaud, de son enfance jusqu'aux suites de la Libération de Paris à la fin du mois d'août 1944. Le trait est plutôt classique mais le dessin se distingue par une utilisation des couleurs particulière : du noir, du blanc et uniquement des nuances de bleu.

Le scénario et les dialogues ont été élaborés avec la participation active de Madeleine elle-même. Elle qui, après la fin de la guerre, eut notamment une carrière de journaliste suivant les mouvements anticoloniaux (en Indochine, en Algérie...), s'était toujours tue sur la Résistance, commença à témoigner dans les années 1990.

Sa ténacité, sa détermination sont des traits de caractère qui transparaissent bien dans les BD dont le contexte évolue en même temps que ses choix et ses engagements. Elle abattit un officier allemand en plein Paris, ce qui lui valut arrestation, interrogatoires, tortures, autant d'épisodes abordés selon ses souvenirs, sans voyeurisme mais sans concession sur la réalité. Elle participa ensuite à la libération de Paris à la tête d'un commando FFI. Son entrée progressive dans la Résistance fait également l'objet de pages très intéressantes et l'adjonction de poèmes de sa main entre différents épisodes donne à l'ensemble un intérêt tant poétique qu'historique et politique.

À l'heure où la réaction monopolise la culture en de nombreux domaines, il est important de mettre en avant des figures de résistance antifascistes et anticolonialistes, et le support de la bande dessinée — utilisé de manière aussi belle qu'intelligente — permet de joindre l'utile à l'agréable, le politique à la culture.

BD en 4 tomes (25 € le volume)
publiés dans la collection Aire Libre, chez Dupuis

